

## La guerre, l'hostis et le coronavirus



Image issue du jeu vidéo *Metal Gear Solid 4*

Les multiples déclarations de guerre d'Emmanuel Macron et les sermons militaires de différents ministres contre le Coronavirus ont révélé l'actualité profondément destructrice, pas tant sur le plan seulement médical que sur le noeud sanitaire et politique qu'elles impliquent. D'une annonce ridicule et belliciste contre un ennemi invisible, nous voyons se multiplier les appels à une reprise et une intensification du travail avant et après le déconfinement. Ce dernier sera le moyen supplémentaire d'envoyer en première ligne celles et ceux que l'on peut se permettre de sacrifier sur l'autel du darwinisme social, comme c'est déjà le cas aujourd'hui en temps de confinement. Si la guerre contre le coronavirus est déclarée, celle qui se joue socialement l'est moins, ou s'entoure d'un substrat dépolitisant qui invisibilise la guerre contre celles et ceux qui feront l'expérience d'un déconfinement quasi-mortel voir fatal. Derrière l'énoncé médical et guerrier, se joue une autre guerre, qui est et continuera d'être sociale et politique.

## **D'une déclaration de guerre médicale à une guerre politique non déclarée.**

*« Chaque fois que l'on programme une cité radieuse, nous savons que c'est une manière de détruire le monde, de le rendre « inhabitable », et d'ouvrir la chasse à l'ennemi quelconque. »*

Deleuze Gilles, *Critique et Clinique*.

Les discours qui font mention d'une guerre contre ce virus se multiplient, une nouvelle fois pour créer un climat et une ambiance totalisante, faisant fi des différences et soulignant le devoir de solidarité nationale. Jusque là, pas de nouveautés. Le personnel hospitalier, professeurs, conducteurs, éboueurs, étudiants ; la liste est bien trop longue... qui étaient en lutte avant le confinement avaient bien perçu le caractère homogénéisant et destructeur des politiques néolibérales. Le déconfinement sera une fois de plus l'envoi forcé et la décision sacrificielle de certaines parties de la population au profit d'autres. Si tant est que le confinement révèle les inégalités d'accès à un chez soi vivable, le déconfinement accentuera l'expérience d'un dehors plus ou moins mortifère pour les uns et les autres. Macron et consort préparent la « guerre », ils ne s'en cachent pas, la grande répétition du 11 mai lorsqu'une nouvelle partie de la population reprendra ses activités « normales » sera l'énième lancé de dé qui décidera de leur survie ou non. Cette déclaration de guerre doit être prise telle qu'elle est, c'est à dire une guerre sociale et politique dans laquelle les différents gouvernements qui se succèdent ont bien saisi sa portée et sa nécessité. Cette guerre nous traverse. Il est temps de prendre au sérieux ces déclarations, certes puériles, mais au combien révélatrices. Quand on envoie des travailleurs en temps de confinement participer à la préservation de l'économie et de ses représentants, ou que le déconfinement se fera sur le dos, la santé, la survie et la mort de certains, il est bien question d'une guerre politique, d'un darwinisme social tant désiré par Macron, Trump, Johnson et tous les autres adeptes de la « pacification » sociale. Si Macron se prétend en guerre sanitaire et médical, le versant de cette même pièce est une guerre sociale et politique, ce qui fonde la crise biopolitique et nécropolitique que nous traversons. Nous ne pouvons pas comprendre le - moment coronavirus - sans saisir ses implications politiques. De même, le moment médical est et sera le moment d'accentuer les techniques de gouvernementalité, de contrôle et de contre-insurrection dans les semaines et mois à venir. D'une déclaration de guerre contre le virus, nous voyons poindre la guerre sociale et la décision souveraine qui décideront des vies qui seront impliquées et sacrifiées, de celles et ceux qui seront envoyés au front, ou en « première ligne » pour reprendre le discours de certains ministres. Ce qui est déclaré, c'est la guerre contre la virus, ce qui reste en creux ce sont les milliers de personnes qui meurent chaque jour des conséquences des politiques économiques récentes et actuelles, comme celles contre la santé et l'hôpital public. La possibilité de la décision de guerre fait partie de l'ordre souverain. Cette guerre silencieuse qui traverse l'existence des travailleurs concernés pour « freiner le coronavirus », « relancer l'économie », « servir la France » traduisent l'inversion sémantique

d'une guerre dans la paix, d'une paix dans la guerre. Le déconfinement ne sera que le prolongement de la guerre civile non déclarée en cours et la phase de purification, de pacification et de nettoyage de la métropole [de la cité radieuse] qui sera lente et longue et qui viendra puiser et réduire les rangs de l'armée de réserve du Capital.

## **Abandon**

*« De lui, il n'est littéralement pas possible de dire s'il est à l'extérieur ou à l'intérieur de l'ordre (c'est pourquoi à l'origine, dans les langues romanes, mettre à bandon, à ban donner signifient aussi bien « mettre au pouvoir de » que « laisser en liberté. »*

Giorgio Agamben, *Le pouvoir souverain et la vie nue*.

Quand on multiplie les mentions de guerre, se joint forcément la figure d'un hostis, d'un ennemi qui perturbe une certaine homogénéité politique. A qui cette guerre est-elle déclarée ? Qui est déterminé dans cette guerre ? Décider de l'inutile, du jetable, du sacrificable pour que la circulation néolibérale ne cesse. La guerre civile en cours nécessite la désignation d'un ou plusieurs hostis qui peuvent recouvrir tout un tas de significations flottantes et fixes. Les retraités, les malades, les sans-abris... tous ces individus qui étaient déjà vulnérables - de manières différenciées - avant le confinement, le seront davantage à la suite de celui-ci. D'un côté, l'ennemi n'est jamais définitivement définissable car il recouvre tout un panel d'individus concernés et que sa construction et son imaginaire sont sans cesse alimentés, mais désignent en même temps une typologie assez restreinte pour que se répète à chaque fois un ciblage assez serré pour que ces individus soient de nouveau blessés, détruits, meurtris. Les pousser hors de l'humanité pour qu'ils conservent cette même humanité, qu'ils participent à sa reproduction, en les excluant par leur inclusion même. L'économie prospère grâce aux mêmes individus dont leur sur-vie se voit niée. Les exigences de droit de retrait de certains travailleurs du BTP leur ont valu un cinglant « défaitistes » de la part de Muriel Pénicaud. Des travailleurs exigeant le simple souhait de freiner la machine capitaliste mortifère, de cesser sa reproduction même pour se confiner et se mettre à l'abri. Le lexique gouvernemental ne tardera pas à employer les termes de traîtres ou de terroristes contre celles et ceux qui ne se plieront pas à l'intensification et la sauvegarde du capitalisme en temps de coronavirus. Comme on a très récemment vu de quoi pouvait être accusés, juste avant le confinement, les individus s'étant mobilisés dans différents secteurs et à différentes échelles dans la grève générale de la fin de 2019 et du début de l'année 2020. Le personnel hospitalier représente bien cette figure, d'amis de circonstance à ennemis véritables, dans une situation liminaire, ni vraiment amis ni vraiment ennemis. Au seuil d'indistinction où il pourra passer de tel ou tel côté de la frontière, fonction de sa docilité ou de son insurrection mais aussi du jeu politique et de la dichotomie du vrai ou du faux travailleur, du vrai ou du faux patriote, de l'utile et de l'inutile. Les travailleurs au sein des hôpitaux ne tarderont pas être de nouveau criminalisés quand il s'agira de détruire un peu plus l'hôpital

public et de le privatiser, ou quand ces derniers retourneront dans la rue. La reprise annoncée de l'école le 11 mai sera le moyen d'appuyer sur l'ennemi du personnel scolaire, et les discours s'intensifieront dès lors qu'une grève se mettra en place contre cette reprise économique et médicale mortifère. En étant « libres » de circuler après le déconfinement, une multiplicité d'individus seront tout aussi abandonnés par l'Etat qu'ils ne se retrouveront enserrés dans des conditions matérielles et « au pouvoir de » différentes modalités de contrôle qui font de leur vie une forme de mort. D'une forme de vie dans la mort. Ce qu'ils feront, en dehors de la circulation des flux marchands et de ce nécro-capitalisme, décidera de l'avenir de nos mondes.

## **Refuser l'exigence**

*"L'État, unité politique et centre de décision, détient et concentre un pouvoir énorme : il a la possibilité de faire la guerre et donc de disposer ouvertement de la vie d'êtres humains. Car le jus belli implique qu'il en soit disposé ainsi ; il représente cette double possibilité, celle d'exiger de ses nationaux qu'ils soient prêts à mourir et à donner la mort, celle de tuer des êtres humains qui se trouvent dans le camp ennemi. »*

Carl Schmitt, *La notion du politique*.

Le pouvoir de l'Etat réside dans « la possibilité d'exiger de ses nationaux qu'ils soient prêts à mourir ». Quand le pseudo ami, l'ami de circonstance comme le personnel hospitalier, se retourne et se met à penser et agir en partisan, l'Etat peut trembler. Dès que des subjectivités individuelles ou collectives feront un pas de côté contre et en dehors de la sacro-sainte unité nationale-iste, ils seront déclarés ennemis. Tant qu'ils bénéficient du statut accordé d'ami, que l'on décale de deux minutes le discours présidentiel pour l'applaudir aux fenêtres, que l'on réalise des chants publicitaires en son honneur, en somme que l'on situe notre réflexion sur le champ moral et de l'héroïsation, rien ne bouge. Quand il fera grève, sabotera ou sera dans la rue, il redeviendra le nuisible, le traître, le terroriste qu'il était et réendossera son costume d'ennemi et de diffuseur de la peste biologique et politique. Il est d'ailleurs assez flagrant de voir le passage que connaît le personnel hospitalier : du nuisible, du sacrificable à la figure permanente du héros depuis un mois. L'héroïsation comme dépolitisation, qu'elle soit économique mais aussi genrée - quand on voit l'énorme présence de femmes dans les métiers de la santé. Si Carl Schmitt avait identifié - et désiré - la pacification intérieure grâce à un Etat autoritaire, ce qu'il manque ici, c'est bien que l'Etat puisse exiger au nom d'une entité qui l'inclut et le dépasse, en l'occurrence le marché néo-libérale, sa sauvegarde, sa sécurité et sa reproduction. Les nationaux doivent être prêts à se mettre en danger et mourir pour sauver les flux économiques. De ceux et celles qui désirent détruire l'homogénéité et l'intensité nationale, fictive ou réelle, et qui deviennent hostiles aux différents modes de gouvernement seront déclarés ennemis. Tant par la désignation souveraine que les représentations sociales qu'elle véhicule. Une guerre que menait le gouvernement avant le confinement, qu'il continue pendant et

qu'il désire renforcer après le confinement. Ils ne font pas la guerre, ils font de la politique, sans que l'on sache véritablement ce qui appartient à tel champ ou à telle discipline au moment où s'actualisent ces dernières. Nous n'avons d'ailleurs pas tardé à voir ce que fait de mieux le gouvernement Français depuis ces dernières années : sa dimension militaire et policière avec l'affirmation des technologies de contrôle (drones, attestations, tracking), l'accumulation de flics dans nos rues, la multiplication des agressions contre les non-blancs, profilage racial et même la mort de ces derniers. On voit bien ici l'implication des nationaux quand il s'agit de « donner la mort » contre l'ennemi non-blanc des quartiers populaires. Si ce n'est la réalisation et l'activation d'un langage guerrier quand un gouvernement n'a d'idées que dans la création et l'application de techniques autoritaires, césaristes, policières et mortifères. Le ramadan sera l'occasion à nos chasseurs en képi de cibler l'ennemi du confinement : le barbu, la femme voilée, le jeune de cité... L'imaginaire français, islamophobe et raciste, a toujours débordé d'inventions quand il s'agit de créer et redéfinir la figure de l'ennemi. En temps de confinement ou non, cela n'y manquera pas. La scène du 12 avril de Xavier Bertrand, sur BFM TV, qui appuie avec ses interlocuteurs sur la nécessité d'une surveillance accrue de la délinquance musulmane préfigure seulement ce qui existe déjà : une gestion et une élimination méthodique d'une partie de la population. Sans oublier la délation et la vigilance accrues d'individus qui prennent à coeur leur rôle de flic de confinement. Si la figure de l'ennemi s'avère être flottante, il n'en est pas moins anodin de voir certaines figures de l'ennemi immuables et qui sont véritablement permanentes, d'autant plus dans des périodes d'exception qui ne font qu'accentuer ce qui se déroule normalement. Si beaucoup de corps seront concernés et que les modalités de contrôle s'élargissent, le moment disciplinaire ne sera pas le même pour tous car chacun ne vit pas l'inimitié de manière similaire. Les différents discours qui tendent à aplanir les tensions sociales cachent bien l'écart qui existe et continuera d'exister entre les individus pour des raisons sociales, de race ou de genre. La massification de la surveillance n'empêche pas que des individus restent bien plus concernés que d'autres et qu'elle continue de s'individualiser de manières différenciées. La guerre et le nettoyage social et politique se dérouleront sur différents plans et temporalités, à moins que celles et ceux qui refusent de mourir pour l'Etat-nation ne créent et n'inventent autre chose dans les mois à venir pour vivre des vies vivables et désirables.